

Des « amis » d'Action directe occupent l'A.F.P.

SOIR
6/2/88

Hier, vers 11 h 30, quatre hommes et une femme ont fait irruption dans les locaux de l'Agence France Presse (A.F.P.) à Bruxelles... alors qu'on ne les y avait évidemment pas invités.

Ex-sympathisants des Cellules communistes combattantes (C.C.C.) pour la plupart, et se présentant sous l'étiquette « Un groupe de militants communistes », ces visiteurs exigeaient la lecture à la radio et à la télé d'un texte de solidarité avec les membres du groupe terroriste Action directe actuellement en grève de la faim à Paris. Ils voulaient en outre une déclaration officielle du gouvernement français. Ils n'ont rien obtenu et ont fini par se rendre, quatre heures plus tard.

Les bureaux de l'A.F.P. sont installés boulevard Charlemagne, à l'International Press Center (I.P.C.), à deux pas des Communautés européennes. C'est dire si les journalistes ont été nombreux (plus d'une centaine) à suivre les développements de cette occupation de locaux.

Pascal Mallet, le directeur-adjoint de l'A.F.P., est resté seul avec ses visiteurs pendant tout ce temps. Un otage séquestré ? « Non, je suis resté volontairement, a expliqué le journaliste. Tout s'est passé sans heurts. Ils n'étaient pas armés, pas violents; ils n'ont rien cassé; il me semble qu'ils cherchaient avant tout un maximum de publicité tout en craignant sérieusement les forces de l'ordre. »

Les cinq intrus nous ont expliqué au téléphone qu'ils exigeaient la lecture dans les journaux parlés et télévisés d'un texte qu'ils avaient distribué au début de leur action. Un texte long d'un feuillet « bien serré » commentant la situation des membres du groupe terroriste français Action directe actuellement en grève de la faim à Paris. Un texte bien comparable par son « style » et son contenu à ceux que les C.C.C. diffusaient après l'explosion de chacune de leurs bombes. Les cinq occupants réclamaient également une déclaration du gouvernement français « prié » de s'engager à améliorer les conditions de détention des membres d'Action directe.

Le Procureur du Roi de Bruxelles Francis Poelman, son premier substitut André Vandoren (Monsieur Antiterrorisme) et les

plus hauts responsables de la police de Bruxelles, de la gendarmerie et de la B.S.R., ainsi qu'une représentante de l'ambassade de France ont immédiatement constitué une « cellule de crise ».

Alors que ceux-ci allaient déclencher un assaut mené par les spécialistes de l'Escadron spécial de la gendarmerie, M. Mallet a exprimé le souhait de quitter ses bureaux en recommandant le même « abandon des lieux » aux sympathisants d'A.D. qui ont alors décidé de se rendre. Ils ont été conduits au district de gendarmerie de Bruxelles quelques minutes après que les autorités judiciaires avaient scandaleusement (ce n'est pas la première fois) fait reculer la presse à des dizaines de mètres de l'I.P.C., manifestant ainsi un mépris du droit à l'information du public qui donnera sans doute lieu à des commentaires...

Des « chevaux de retour »

Les cinq personnes interpellées à leur sortie de l'A.F.P. sont : José Alvarez (dit « El Tigre »), Didier Sempieri, Patrice Debry, Marie Wilbert et Gerard Theves. José Alvarez a été détenu pendant plusieurs mois dans le cadre de l'enquête menée sur les C.C.C. (l'affaire d'une mitrailleuse déterrée à Heverlee). C'est le juge d'instruction Marina Coppieters 't Wallant qui instruit le dossier ouvert au Parquet de Bruxelles sur cette affaire de « violation d'un lieu privé ».

Dans la soirée d'hier, comme au temps des attentats C.C.C., des inconnus ont distribué dans quelques rédactions le communiqué des occupants de l'A.F.P. ainsi que quelques feuillets d'un texte de « militant révolutionnaire » (Frederic Oriach).

Après ce communiqué, c'est un autre texte, émanant cette fois de l'association des journalistes (A.G.J.P.B.), qui a abouti dans les rédactions et sur les téléx de la gendarmerie. Il dit ceci : « L'A.G.J.P.B. se réjouit de ce que le ridicule ne tue pas. S'il en était autrement, il y aurait un vide immense dans les rangs des forces de l'ordre du pays. Car, à l'occasion de l'opération faite à l'A.F.P. par des sympathisants d'Action directe, les journalistes ont été l'objet de véritables brimades inutiles de la part de la gendarmerie. Celle-ci intervenait d'ailleurs après que les occupants avaient fait savoir qu'ils arrêtaient leur action.

« Il fallait reculer à plusieurs reprises de « dix mètres », sans ménagement, « pour votre sécurité », alors que celle-ci n'était menacée que par lesdits gendarmes. Interdiction de pénétrer dans un snack pour prendre un café, ou d'en sortir pour ceux qui s'y trouvaient : un délit d'une extrême gravité, sans doute ! Pas question pour les journalistes dont les bureaux se trouvent à l'I.P.C. de rejoindre leur lieu de travail pour accomplir leur mission d'information ».

Al. G.



Devant la porte de l'A.F.P., les policiers se demandent quand ils vont l'enfoncer... (Photo : Belga.)